

ANNEXE 1. PROGRAMME SCIENTIFIQUE DE L'INSTITUT DES AMERIQUES

A. PRESENTATION

L'« Institut des Amériques » a pour objectif de **doter la France d'une institution centrale en Europe pour l'étude du continent américain.**

La **création de l'Institut des Amériques** a été officiellement annoncée **le 5 mars 2007** à l'Institut de France par le Ministre Gilles de Robien en la présence des Ambassadeurs de tous les pays des Amériques.

L'Institut des Amériques existe aujourd'hui sous la forme d'un Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) et regroupe une cinquantaine d'établissements français d'enseignement supérieur et de recherche. Le **Ministère des Affaires Etrangères et Européennes**, ainsi que le **Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et le CNRS sont partenaires** du GIS Institut des Amériques.

L'esprit de l'Institut des Amériques est de fédérer les forces latino-américanistes et nord-américanistes en sciences humaines et sociales, et de marier ainsi les différentes approches scientifiques, non seulement dans une optique **comparatiste**, mais aussi afin de développer une **approche transaméricaine**.

Est également privilégiée une **logique pluridisciplinaire** afin de contribuer à l'émergence de nouvelles problématiques et à l'affirmation de **l'excellence de la recherche française** en sciences humaines et sociales, qui historiquement a souvent construit de nouveaux paradigmes à partir de l'étude de terrains américains.

Ainsi ont été définis **trois champs disciplinaires et douze axes scientifiques**. L'axe « Intégrations régionales » a été retenu comme la première thématique d'action scientifique de l'Institut des Amériques dans le quadriennal 2007-2011. Il est prévu dans les prochaines années de centrer la réflexion sur « Les Amériques dans la diversité : migrations, frontières, populations autochtones et minoritaires ». Mais malgré la dispersion apparente des recherches engagées le fil directeur sera bien de **revisiter le concept d'aires culturelles**.

Le rôle essentiel de l'Institut des Amériques en matière **d'enseignement et de formation** consiste à valoriser les aires culturelles du Nord et du Sud du continent et d'aider à la circulation des savoirs américanistes des deux côtés de l'Atlantique. L'IdA vise à rendre plus performante l'offre d'enseignement sur les Amériques proposée par les universités françaises et aide au rapprochement entre les américanistes et les grands acteurs du monde politique, diplomatique et économique d'Europe et des Amériques. Quatre lignes d'action sont définies: mieux rentabiliser les chaires américanistes françaises, *sensibiliser les étudiants français*, européens et américains aux enseignements proposés en France sur les aires culturelles américaines, *appuyer l'insertion des étudiants étrangers* dans les universités françaises, *programmer une université d'été* pour permettre la confrontation des points de vue, faire émerger des propositions propres à définir des stratégies pour amplifier l'efficacité du réseau.

Le GIS Institut des Amériques a privilégié la mise en place d'un **système d'information scientifique** capable d'être un relai pour les universités et les centres de recherche travaillant sur les Amériques en France, afin de donner à voir la production scientifique américaniste française. L'objectif essentiel a été la structuration d'un réseau entre les différents membres et les utilisateurs de l'information mise au jour. Il s'agit d'accroître la diffusion des travaux des enseignants et des chercheurs, favoriser le développement de recherches nouvelles, accompagner la communauté scientifique dans sa quête de partenaires pour le travail en coopération, sauvegarder les résultats de la recherche. Trois démarches sont engagées pour fortifier le réseau et valoriser la recherche française: donner accès à l'ensemble des ressources disponibles en France sur les Amériques, mettre en place un réseau européen d'information et de documentation sur les Amériques (REDIAM), participer à la création d'un pôle d'excellence sur la dématérialisation et la valorisation de contenus numériques dans un partenariat public/privé.

La stratégie commune consiste à favoriser un **fonctionnement en réseau**, avec une tête de réseau à Paris, des implantations en région et des **pôles sur le continent américain**. A l'heure actuelle, les

établissements français sont fédérés autour d'un **pôle central à Paris, pôle Nord-est, et de 4 pôles régionaux** : Ouest, Sud-ouest, Sud-est et Antilles-Guyane.

Le projet comporte par ailleurs une **dimension de projection internationale essentielle**. Des pôles de l'Institut des Amériques ont été créés dans les Amériques. La création de ces **pôles internationaux** participe à la création d'un « espace d'enseignement supérieur Union Européenne – Amérique latine et Caraïbes » selon les vœux de la Conférence des ministres de l'enseignement supérieur, qui s'est tenue le 2 novembre 2000 à Paris.

L'Institut des Amériques s'inscrit enfin dans une dynamique de **synergie et de coopération avec les acteurs du monde politique, diplomatique et économique**, afin d'avoir un rayonnement et une visibilité extérieure à la mesure de son expertise.

B. LA GOUVERNANCE

Depuis 2007, date de sa création, le GIS Institut des Amériques a mis en place une gouvernance qui permet une mise en œuvre efficace de sa politique scientifique et qui crée les conditions d'une communication harmonieuse entre les différentes instances de décision et d'administration (Conseil de Groupement, Conseil scientifique, Bureau) et les équipes universitaires dans les régions. Une structuration en pôles régionaux joue en ce sens un rôle déterminant. La création de cinq groupes de travail couvrant les champs de compétence et d'activités, consolide les pratiques, crée les conditions d'une réflexion actualisée, d'une démarche dynamique, et de leur permanente évaluation. Soucieux de mener une véritable politique scientifique représentative de l'ensemble du continent américain, les différentes instances de l'Institut sont gérées à parité par des universitaires travaillant sur l'Amérique latine et l'Amérique du Nord.

Les Instances

Le Conseil de groupement est composé des institutions membres du GIS. Il décide des grandes orientations et valide le fonctionnement du GIS (réunion annuelle).

Le Bureau est composé du président, du secrétaire général, du trésorier et de trois vice-présidents. (une réunion par mois).

Le Conseil scientifique est actuellement présidé par Laurence WHITEHEAD (Nuffield College, Oxford). Il est composé de 25 membres choisis pour l'excellence de leur parcours et leur autorité scientifique. Son originalité est d'intégrer 1/3 de personnalités étrangères et des scientifiques de champs disciplinaires représentatifs des différentes composantes avec une parité entre les espaces « Amérique latine » et « Amérique du nord ». Il définit la politique scientifique de l'Institut en veillant à favoriser les approches transaméricaines et la pluridisciplinarité. Il évalue les projets soumis par les équipes, décide des attributions d'aides doctorales, du prix de la meilleure thèse (2 réunions par an).

Les 5 groupes de travail

Afin de mener une politique cohérente et représentative de ses différents champs de compétence, l'Institut a mis en place **des Groupes de Travail (GT)**, coordonnés par des délégués (un pour l'Amérique du Nord et un pour l'Amérique latine).

GT Recherche : Le Groupe de travail recherche fédère les moyens et ressources du réseau. Il est force de proposition et contribue à la mise en œuvre de la politique scientifique, en appui du Conseil scientifique. Il effectue un important travail d'évaluation des projets (colloques, aide à la recherche doctorale, etc.) grâce à une liste d'experts appartenant au réseau. Les évaluations sont proposées au Conseil scientifique pour validation définitive.

GT Enseignement formation : La formation joue un rôle essentiel au sein de l'IdA au travers de ses Masters, séminaires doctoraux et réseau de chaires qui contribue de façon très solide et dynamique à la formation de centaines d'étudiants travaillant sur les Amériques. Ce GT favorise la circulation des informations sur les formations entre les membres de l'IdA et les Amériques. Il appuie les projets de cotutelle et promeut la mobilité des étudiants dans les Amériques et celle des étudiants étrangers dans les universités françaises. L'IdA met en réseau plus d'une dizaine de chaires de professeurs invités. Elles sont surtout situées à Paris, Toulouse, Rennes. Ces chaires jouent un rôle essentiel dans la formation des étudiants de master et doctorat au travers de séminaires et journées d'étude. Elles jouent aussi un rôle très important dans la consolidation de projets Europe-Amérique et dans l'actualisation des savoirs dans le domaine de la recherche.

GT Information scientifique et technique : L'information scientifique et son accès sont sans doute un des enjeux majeurs pour notre communauté scientifique et pour l'excellence de la formation dans laquelle est engagé l'Institut. Le **GT IST** est au service de l'ensemble du réseau et propose aux chercheurs et aux étudiants différents outils. Afin d'être plus efficace le GT s'est doté d'un comité de pilotage réunissant des spécialistes de Paris, Toulouse, Bordeaux. Le portail WEB de l'Institut a pour vocation de valoriser la production scientifique française. Deux supports appuient la politique de diffusion du GT : *Transaméricaines* lettre d'information scientifique sur les Amériques et la *Lettre de l'Institut*, plus institutionnelle, qui donne des informations sur le fonctionnement de la structure et de ses composantes.

GT Relations internationales : L'une des dimensions essentielles de l'Institut est sa projection internationale sur le continent américain et en Europe. Le développement de Pôles Internationaux dans les Amériques est un moyen d'assurer la diffusion de la recherche française sur les Amériques et la promotion de l'enseignement supérieur. L'Institut s'inscrit dans les priorités définies par l'Union Européenne et bénéficie du soutien de la DREIC et du MAE.

GT Partenariats : Le monde universitaire, surtout dans le domaine des SHS a traditionnellement assez peu de liens avec les grands acteurs du monde politique, diplomatique et économique. Partant de ce constat il a été décidé de la création d'un groupe partenariat qui travaille au rapprochement de ces deux espaces sociaux. Le GT Partenariats organise des rencontres entre chercheurs de l'IdA, des chefs d'entreprise, des diplomates, des médias afin d'apporter des éclairages scientifiques aux divers phénomènes qui font l'actualité dans les Amériques. Cette valorisation de la recherche universitaire auprès des entreprises notamment doit permettre à l'Institut de jouer le rôle d'un véritable *think-tank* euro-américain.

Les Pôles régionaux

Une fédération aussi importante que celle de l'IdA impliquait la mise en place de structures permettant un lien efficace entre les différents niveaux du réseau.

Cinq pôles (le Pôle Nord-est, le Pôle Sud-est, le Pôle Ouest, le Pôle Sud-ouest et le Pôle Antilles Guyane) regroupent la totalité des institutions partenaires.

Le choix d'une structuration par pôles régionaux présente de multiples avantages : elle s'appuie souvent sur des collaborations déjà présentes mais elle contribue aussi à créer des réseaux de compétence de proximité qui se sont avérés d'une grande utilité. Ces structures ont aussi contribué à des rapprochements très fructueux avec les collectivités territoriales et avec des institutions comme les MSH.

Chaque Pôle régional est sous la responsabilité d'un délégué qui dispose d'un budget spécifique. Le bureau de l'IdA a confié à un membre du bureau national la tâche de coordination entre le siège et les équipes régionales.

II. LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE

L'institut apparaît aujourd'hui comme une plateforme incontournable dans le paysage national et international de la recherche sur les Amériques en SHS. Sa structure en réseau lui permet de mobiliser de façon réactive des équipes et des chercheurs dont l'excellence scientifique est reconnue par les organismes d'évaluation comme l'AERES.

ÉTAT DE L'ART

Conçu pour une décennie, le projet de l'IdA se place dans le temps long de l'évolution des sciences humaines et sociales : celui de la constitution des champs latino-américains et nord-américains depuis une cinquantaine d'années, et leur **recomposition sous l'effet de l'évolution des aires culturelles dans la mondialisation**. Celle-ci amène le brouillage des catégories usuelles d'analyse (Nord-Sud, l'Etat comme concept central, le débat sur l'hégémonie des États-Unis, l'imperméabilité entre les littératures, les arts, l'histoire et la civilisation) au profit d'autres notions : les reconnections continentales, la mise en concurrence de l'Etat par d'autres niveaux d'organisation, l'émergence de pôles de pouvoir économique et politique sous continentaux, comme par exemple le Brésil, les coopérations intellectuelles transnationales, la circulation des discours, l'essor du comparatisme. On peut faire l'hypothèse que ces tendances se poursuivront dans la prochaine décennie, justifiant la **nécessité d'une approche transaméricaine et multidisciplinaire et d'un programme de recherche revisitant certains thèmes pour les renouveler**.

Latino-américanisme et nord-américanisme

Les études latino-américaines se sont structurées principalement à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe et dans le monde avec la constitution d'un champ spécifique, le latino-américanisme (M. Huerta, 1996). Celui-ci s'est durablement installé dans le paysage de la recherche, en liaison notamment avec l'affirmation qu'il existait des problématiques communes à l'ensemble de l'Amérique latine et la création d'institutions latino américaines, comme la CEPAL (Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine). L'Amérique latine est ainsi devenue un terrain privilégié d'observation et de confrontation disciplinaire, donnant lieu à des approches monographiques poussées et à des approches originales. Pour certaines grandes figures des sciences sociales (Fernand Braudel, Claude Lévi-Strauss, Pierre Monbeig) l'Amérique latine a constitué un terrain fondamental de leur parcours scientifique. Certaines catégories d'analyse s'y sont affirmées, en particulier l'Etat (Rouquié, 1982 ; Badie, 1992; Cardoso, 1979 ; Touraine, 1996).

D'un autre côté, les études nord-américaines se sont constituées suivant des dynamiques différentes. Fondateur et visionnaire, l'ouvrage d'Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique* (1835-1840), demeure l'une des références fondamentales de l'américanisme français et nord-américain. André Siegfried réactive de façon séminale l'intérêt pour les Etats-Unis et le Canada (Siegfried, 1954, 1956). Dans un pays qui a toujours été l'allié des États-Unis, il existe cependant depuis la fin du XVIIIe siècle une forte tradition anti-américaine (Roger 2002) qui accompagne la montée en puissance du grand vainqueur de la Seconde Guerre mondiale. A partir des années 1960 des historiens (J. B. Duroselle, 1976 ; D. Artaud, 1995 ; A. Kaspi, 1985, 2004, 2009 ; P. Melandri, 1977, 2008 ; Melandri, Ricard, 2008 ; Melandri, Vaisse, 2001), des politologues (R. Aron, 1973 ; M. F. Toinet, 1990), des géographes (H. Baulig, 1935, 1936 ; J. Beaujeu-Garnier, 1976) s'attachent à développer une fine connaissance des États-Unis et participent à l'essor de l'américanisme aux côtés des spécialistes de l'anglicisme. Ces derniers qui constituent aujourd'hui la grande majorité des spécialistes des États-Unis et du Canada, se partagent entre littéraires et « civilisationnistes ».

Les études canadiennes se sont, quant à elles, développées à partir des années 1970 (P. George, 1986 ; Cl. Fohlen, 1997 ; J. M. Lacroix, 1994). Ce champ pluridisciplinaire nouveau établit le concept d'une « Amérique différente » non européenne mais aussi non étatsunienne.

Dans tous les cas, l'unité de l'approche a été fondée sur la notion quelque peu imprécise **d'aire culturelle**, à partir soit d'un critère linguistique, soit de considérations historiques. Mais il est bien évident que **cette notion doit être sérieusement revisitée** pour mieux comprendre notamment les circulations d'idées, d'hommes et de pratiques facilitées par la proximité linguistique, ou l'existence d'histoires communes. Toute réflexion sur une délimitation précise des différentes aires mène inévitablement à la mise en lumière des effets de l'intégration économique régionale et de la mondialisation sur les sociétés et les cultures (Azuelos, Lacroix et Cosío-Zavala 2004) de l'existence d'espaces de transition, ou d'hybridation – par exemple dans les Caraïbes, mais également à l'intérieur des États (dont la communauté hispanique aux États-Unis fournit l'exemple le plus frappant, Vagnoux 2000, 2008 ; Cohen, 2005 ; Douzet, 2007). **La notion d'aire culturelle doit par conséquent être retravaillée, comme une réalité évolutive, qui ne remet pas en cause les entités étatiques.** Elle présente toutefois l'intérêt de favoriser des interprétations plus riches des faits sociaux et culturels, que celles strictement disciplinaires, par la mise en relations des phénomènes observés avec des éléments de contexte, ou de comparaison avec d'autres pays. Ainsi, les chercheurs considèrent les dynamiques sociales comme des moments d'histoires complexes et conflictuelles, dans lesquelles ils peuvent situer précisément leurs apports. Les productions culturelles du continent américain présentent des spécificités qui induisent des approches originales : construction des identités régionales ou nationales, notion de *frontier*, interculturalité (*transfer studies* / transfert culturel), colonialisme, post-colonialisme et impérialisme, relations de genres, de classe et de race.

Ces réflexions amènent à repenser les aires culturelles à partir de nouveaux concepts : la transculturalité (Lacroix- Caccia, 1992) qui désigne la manière dont se reconstituent les aires culturelles à partir d'influences exogènes progressivement intégrées dans les cultures d'accueil ; le couple déterritorialisation-reterritorialisation, c'est-à-dire la déconstruction et la reconstruction des marquages géographiques des aires ; les passages du local au global et inversement, qui mettent en jeu les rapports entre individus, groupes sociaux et grandes structures étatiques, trans-étatiques et supra-étatiques. A partir de là, on peut proposer une approche dynamique de la structuration des aires culturelles dans la mondialisation sous l'effet des circulations et des nouvelles technologies.

Les études transaméricaines.

Trop rares sont les études portant sur les Amériques du Nord au Sud, hormis les ouvrages classiques de F. Braudel (*Civilisation Matérielle*) et I. Wallerstein (*The Modern World System*) inscrivant le continent dans leurs approches du système monde ou des civilisations.

Il existe en revanche une abondante production sur la relation Mexique – États-Unis (Vagnoux, 2003). La frontière, principale limite terrestre entre pays du Nord et pays du Sud a suscité de nombreuses études (Revel Mouroz, 1981, 1992 ; Foucher, 1988). Ces approches ont examiné des situations locales très spécifiques, comme dans le cas des villes jumelles, et des formes d'industrialisation associées. Elles ont également démontré comment les politiques de développement économique, de migrations, de sécurité, d'identité nationale ou régionale s'ordonnaient à partir de l'enjeu de la frontière. Plus récemment, les aspects environnementaux de la relation ont également été interrogés. Les travaux sur la région frontalière en ont rapidement dépassé les bornes géographiques pour envisager les systèmes migratoires incluant les États d'Amérique centrale dans une dynamique concernant l'ensemble des États-Unis et du Canada (Cosío-Zavala, 1986, 2004).

La naissance aux États-Unis, dans les années 1980, de l'Histoire Atlantique sous l'impulsion de Bernard Bailyn (Harvard) et de Jack Greene (Johns Hopkins) a permis aux historiens de commencer à s'intéresser au continent américain dans son ensemble sans dissocier le Nord du Sud (Bailyn, 2005 ; Greene, Morgan, 2009).

La création de l'ALENA (1994), comme un moment des relations entre les États-Unis et ses voisins renouvelle largement ces études (Azuelos, 1999) : ce sont logiquement les approches économiques qui sont privilégiées, ainsi que l'examen des multiples dimensions d'une intégration en train de se faire. Ces études conduisent à souligner, dans une perspective comparative avec l'Europe et les autres initiatives d'intégration latino américaines, la diversité des dispositifs existants et leurs effets différenciés sur les sociétés,

l'environnement et les territoires, à partir d'accords portant essentiellement sur les échanges économiques. Du point de vue des sciences économiques, ces approches amènent à reprendre des notions existantes, comme celle des économies d'échelle, mais aussi du débat entre libre-échange et protectionnisme.

On peut citer également les réflexions historiques et géopolitiques portant sur le rôle des États-Unis dans « l'hémisphère occidental » à partir de la doctrine Monroe et de l'expédition de Cuba (1898) (Menéndez, 2005). À partir de là, se constitue en Amérique latine un discours anti-américain et l'anti-impérialisme qui trouve sa filiation jusqu'à aujourd'hui (Cocco et Negri, 2006). Les études existantes s'inscrivent dans le champ des relations internationales et portent notamment sur les rapports difficiles entre les États-Unis et les États d'Amérique du Sud : Cuba (Vagnoux, 2009) Venezuela, Colombie. Des études plus récentes soulignent la montée en puissance des pays émergents sur la scène internationale (Rolland et Lessa, 2010) et l'importance des rapports Sud-Sud.

Le champ Caraïbes s'affirme également comme un terrain privilégié pour penser les hybridations et entre le Nord et le Sud (Glissant, 2007). La Caraïbe s'affirme comme un champ privilégié des études qui dépassent les différences linguistiques entre les divers territoires. Des travaux s'attachent à étudier l'aire caribéenne dans son ensemble, privilégiant des approches pluridisciplinaires qui examinent la Caraïbe dans sa pluralité mais aussi en tant qu'aire culturelle à part entière (Lerat, 2003, 2005, 2008, 2010). Cette ligne de pensée trouve un écho dans les travaux sur les États multiculturels ou multiethniques dans les Amériques (G. Freyre au Brésil).

La mondialisation s'impose progressivement comme catégorie d'analyse des Amériques : d'une part parce qu'elles ont été façonnées par les premières mondialisations de l'âge moderne (la période coloniale puis l'insertion internationale de la fin du XIXe siècle) mais aussi parce que les États constituent des cas spécifiques d'analyse. Il s'agit d'une part de l'enjeu de la transformation du rôle mondial des États-Unis (Azuelos, 1999 ; Harvey, 2003), mais aussi de l'insertion des pays du Sud dans la mondialisation qui s'avère positive pour certains d'entre eux, mais parfois très coûteuse (Mesclier, Lombard, Velut, 2005, Stiglitz, 2007). Elle met en lumière le rôle des États d'Amérique du Sud dans la problématique de l'environnement mondial, dont l'Amazonie est le symbole. Cette mondialisation de l'environnement, mobilise des acteurs transnationaux (ONG) et des concepts tels que celui de biens publics mondiaux qui rencontrent la résistance des États, mais n'en installent pas moins de nouvelles formes de gestion (Dumoulin, 2008).

La mondialisation, conçue comme une nouvelle étape du capitalisme, remet en question les catégories Nord/Sud, qu'il soit envisagé en termes de décalage de développement devant être progressivement comblé, ou comme la perpétuation de rapports inégaux de type centre-périphérie. D'autres interprétations sont proposées mettant en avant la vigueur des hybridations identitaires (Appaduraj, 2001), la fin des territoires nationaux (Badie, 1995) et les différentes formes de « reconnexion » Nord-Sud dans des grands ensembles (Regnault, 2010, Beckouche, 2008) dans lesquels les différences entre les États s'estompent au profit de disparités entre régions (Mesclier, Lombard, Velut, 2005).

PRESENTATION SCIENTIFIQUE DU PROJET

Nous proposons d'observer à partir des Amériques la recomposition des relations Nord-Sud et ses conséquences sur les États à partir de deux axes principaux. Ces deux lignes d'investigation rendent compte des **modifications du rôle des États dans les dynamiques de la mondialisation**. Il s'agit d'une part des **processus d'intégration** qui tendent à faire émerger des ensembles et des institutions supra nationales, et d'autre part de la **prise en compte de la diversité interne aux nations** qui remet en cause les États « par le bas ». Ces deux axes sont complémentaires, ce que montrent certains objets de recherche proposés.

Il s'agit de construire, depuis les centres de recherches impliqués en France, et avec le réseau de partenaires en Europe et dans les Amériques, une vision propre des évolutions américaines, complémentaires de celles que peuvent se former les acteurs nationaux. L'un des principaux enjeux est de **construire une vision originale des processus américains**, qui rendent compte des démarches et des problématiques privilégiées par les chercheurs des pays concernés, sans pour autant s'y limiter. Le rôle de l'IdA est également d'amener sur les

terrains et les thématiques américaines des chercheurs spécialistes d'autres régions et de favoriser la circulation des questionnements entre les chercheurs américains et français voire européens.

Intégration dans les Amériques

Par rapport au processus d'intégration européenne, considérés longtemps comme le modèle à suivre, les processus d'intégration américains présentent une variété de trajectoires, d'avancées et de blocages, donnant lieu à des innovations en termes d'approche et d'organisation (Deblock, 2006). Etudier ces innovations peut être utile pour éclairer d'autres processus d'intégration dans une perspective comparée.

Alors que les processus modernes d'intégration dans les Amériques remontent au début des années 1960, avec la création de l'Association latino-américaine de libre échange, qui n'a pas produit des résultats probants, pendant les années 90 on a assisté à un renouveau. Dans la perspective d'un régionalisme ouvert (CEPAL, 1994 ; BID, 2002), ce renouveau s'est traduit pas la relance des instances existantes –Marché commun de l'Amérique centrale, le pacte andin devenu Communauté andine des nations- ou la création d'autres nouvelles –notamment le Mercosur- et surtout l'émergence du projet de Zone de libre échange des Amériques (ZLEA), qui se situait dans le prolongement de l'ALENA et qui devait entrer en vigueur en 2005. Cette proposition a posé la problématique de l'intégration sous un nouvel angle : le centre de gravité du processus subissait un déplacement hors de l'aire latino-américaine tendant à intégrer l'hémisphère occidental de l'Alaska à la Terre de Feu.

Face à cette initiative pour les Amériques, le mouvement d'alternance politique à la tête des États latino-américains a changé la donne d'une intégration régionale dominée par les États-Unis et d'autres dynamiques se sont fait jour dans les années 2000 : prolongement du Mercosur vers le Venezuela ; nouvelles propositions de ce pays qui, grâce à la bonne tenue du prix du pétrole, a développé une intense activité diplomatique et lance l'alternative « bolivarienne » ; création de l'UNASUR, instance à dominante plutôt politique réunissant tous les pays d'Amérique du Sud mise en place à partir d'initiatives proposées par le Brésil – acteur toujours décisif des processus d'intégration – multiplication des accords bilatéraux entre les États-Unis et différents États latino-américains après l'échec, en 2005, de la création de la ZLEA.

Dès lors, on assiste à une évolution de l'intégration régionale vers des questions non strictement commerciales : infrastructures, coopération énergétique. Il y a donc un éloignement à l'égard des approches purement « commercialistes » de l'intégration (Da Motta Veiga et Rios, 2007) alors que les obstacles auxquels sont confrontés les accords commerciaux existants (Mercosur, CAN...) persistent ou s'aggravent. Ainsi, les nouvelles initiatives lancées dans les années 2000 pourraient contribuer à légitimer les processus d'intégration. Mais, d'un autre côté, elles donnent l'impression d'un empilement de propositions constituant une véritable fuite en avant. Parallèlement, la possibilité de passer des accords entre les pays les plus enclins à intensifier leurs relations commerciales, a encouragé les débats au sein des instances sous-régionales d'intégration au sujet du degré de flexibilisation compatible avec le maintien de « disciplines collectives » [Peña, 2008].

Dans ce cadre, l'intégration des Amériques est confrontée à de nombreux défis qui peuvent constituer autant de thèmes de recherche. Au moment où les dynamiques d'intégration dépassent des objectifs purement commerciaux pour aborder d'autres domaines, le régionalisme latino-américain, qui est demeuré jusqu'à présent léger – en matière institutionnelle notamment – et élitiste – en raison de ses conséquences faiblement perçues par les populations et la société civile- est contraint de se renouveler pour survivre [Quenan, 2006].

Il faudra donc de la créativité pour aborder la problématique de l'intégration financière qui, dans le contexte actuel de crise économique globale, pourrait être reliée à celles de la coordination des politiques macroéconomiques et de la construction ou du renforcement d'instances régionales de coopération monétaire [Ocampo, 2009]. Un autre thème qui doit être abordé avec une approche novatrice est celui de la réduction des asymétries en matière de structure productive et de politiques. Dans le cas du Mercosur, par exemple, la question de l'hétérogénéité des États membres à l'intérieur des instances d'intégration appelle des ajustements et des corrections. La mise en place récente d'un fond de convergence structurel est un premier

pas dans ce sens, mais la discussion sur le cheminement à suivre dans ce domaine – et l’articulation de cette question avec le développement des infrastructures au niveau sud-américain – est ouverte.

De même, l’articulation entre les dynamiques d’intégration économique des marchés et les processus de coopération politique des États est à la base de débats novateurs. Outre la création de l’UNASUR, déjà évoquée, la proposition de créer un Conseil de défense sud-américain illustre bien l’entrée dans une nouvelle étape caractérisée par les tentatives de mettre en place de nouveaux mécanismes de coopération politique entre les États. Or, ceci doit être à la base d’une réflexion sur l’articulation entre « l’économie » et « la politique » des processus d’intégration.

Sur un plan plus politique, la place des États-Nations dans l’intégration régionale est à repenser. De fait, les États-Nations sont les chevilles ouvrières des processus d’intégration régionale. Ce faisant, ils réaffirment le caractère central de leur action présente. Mais travaillent-ils réellement à leur effacement dans une logique supranationale? Ne voit-on pas se dessiner un renforcement des imaginaires nationaux lors de toutes les rencontres régionales ? Comment sont pensés, dans les Amériques, le passé et le futur du rapport des nations entre elles?

Par ailleurs, plusieurs thématiques qui sont un train de susciter un renouvellement de la réflexion peuvent être dégagées tant sur les dynamiques territoriales et environnementales de l’intégration régionale que sur le plan des enjeux propres aux ressources naturelles et énergétiques. Ainsi, la protection des écosystèmes qui dépassent les frontières nationales relance la question du niveau de l’exercice des compétences, des modes de gestion et des modalités de coopération entre régions, provinces et États (comme dans le bassin amazonien, la Patagonie, la région des *Cerrados* au Brésil, celle du Nordeste, le *Pantanal* dans le Mercosur ; la région frontalière Mexique/États-Unis...).

Une autre thématique met en relief les grands aménagements ou processus continentaux induits par l’intégration régionale et par la mondialisation, qui reflètent la capacité d’organisation des territoires à l’échelle du continent. Figure parmi ces grands aménagements l’ouverture de couloirs de transports multimodaux bi-océaniques, l’importance géopolitique et économique des liaisons de l’Atlantique au Pacifique étant reconnue de longue date. Aux couloirs bi-océaniques en Amérique du Sud et aux corridors méridiens en Amérique septentrionale il convient d’ajouter, parmi les grands aménagements continentaux liés aux processus d’intégration, les infrastructures énergétiques (barrages binationaux, transmissions électriques, réseau d’oléoducs et de gazoducs ...) ainsi que les grandes voies navigables, notamment en Amérique du Sud.

S’agissant de la question des ressources naturelles et énergétiques, il est incontestable que la maîtrise de ces ressources –tout particulièrement dans les cas de l’eau ou des hydrocarbures- ainsi que des routes vers les pôles (arctique et antarctique) constituent aujourd’hui des enjeux de pouvoir importants qui ne sont pas sans rapport avec les différentes initiatives en matière d’intégration.

Le traitement de ces sujets peut permettre d’appréhender les évolutions, les défis et les perspectives des processus d’intégration régionale à la fois au Nord et au Sud du continent. Ainsi on pourra apporter des réponses aux interrogations suscitées par ce laboratoire des intégrations que sont devenues les Amériques : Quelle efficacité des intégrations ? Les processus d’intégration régionale conduisent-ils à l’affaiblissement des États ou au contraire sont elles les leviers du renforcement de certains d’entre eux ? Autour de quels axes les intégrations avancent-elles ? Avec quelles conséquences ? L’intégration peut-elle être un moyen de garantir la démocratie ?

Objets de recherche proposés :

- Intégration régionale politique et économique : conflits de modèles ?
- Les nouvelles dynamiques de l’intégration : infrastructures, coopération monétaire...
- Le traitement des asymétries dans les processus d’intégration
- Nations, nationalisme/post-nationalisme et intégration dans les Amériques.
- Les enjeux de l’intégration sur les dynamiques territoriales, sur l’environnement et sur les ressources naturelles.

Diversité dans les Amériques : identités, mobilités, territoires

Les efforts d'unification nationale menée par les États américains depuis les indépendances, dans la perspective de construction d'États-Nations suivant le modèle westphalien, peuvent être questionnés à partir des dynamiques actuelles de mondialisation qui donnent un pouvoir croissant à des acteurs transnationaux, à des espaces locaux et à des acteurs sociaux ne se reconnaissant pas uniquement dans le mythe unificateur de la nation.

Un premier élément de diversité est lié à la valorisation d'identités sociales en décalage par rapport à une version dominante de l'identité nationale – qui privilégie en fait tel ou tel groupe, comme par exemple les migrants d'origine européenne ou certaines versions positives du métissage comme principe d'unité nationale (*melting pot* aux États-Unis, *Democracia racial* au Brésil, *Anglo-conformity* vs multiculturalisme au Canada). Bien au contraire, on assiste au renforcement des identités à fondement ethnique qui s'inscrivent dans une tendance mondiale, et se traduisent déjà dans la formulation des questionnaires des recensements nationaux ou des manifestations culturelles originales (genres littéraires, productions médiatiques, arts visuels, nouveaux médias). Si les identités ethniques, correspondant ou non à des populations amérindiennes, sont particulièrement mises en avant, elles ne sont pas les seules à être revendiquées : les origines des populations migrantes, voire des affiliations territoriales fondées sur le partage d'une économie ou d'une histoire peuvent également être mobilisées. Cela peut aller jusqu'à l'élaboration de récits historiques en décalage par rapport aux versions officielles des histoires nationales : c'est le cas par exemple en Bolivie où la revendication d'une identité Aymara s'inscrit en faux contre une histoire dominée par les élites créoles. De nombreuses études s'intéressent également à la diaspora africaine, forte de près de 200 millions d'individus sur le continent. Ces mouvements conduisent à relire les histoires nationales dans une perspective post-coloniale et par conséquent à relire les histoires nationales en introduisant des perspectives décalées par rapport aux versions courantes. Cette relecture conduit à rechercher non seulement la version des dominés (populations indigènes, esclaves, travailleurs, minorités ethniques) (Kymlicka, 1995) mais aussi à réécrire des histoires locales ou régionales de constitution des frontières. Cette relecture est lourde de conséquences politiques, puisqu'elle amène à questionner, dans la lignée de M. Foucault, la façon dont les États ont imposé des formes d'identification des individus mais aussi les institutions existantes – comme par exemple les constitutions -- et leur capacité à tenir compte de cette diversité. C'est la question des formes d'inclusion et d'exclusion, des inégalités et de leurs dynamiques qui est posée.

Les groupes sociaux ainsi identifiés peuvent en effet s'inscrire dans des territoires recoupant les frontières nationales existantes, dont la perméabilité a précisément été accrue par les processus d'intégration – mais qui ont été conçus comme des lignes d'affrontement par la géopolitique dominante. On voit au contraire se mettre en place des formes multiples de territoires, en décalage voire en concurrence avec les niveaux étatiques, qui revendiquent des formes d'organisation, et où existent déjà des formes d'échange commercial et culturel. Ces identités de frontières, déjà repérées sur le plan culturel (espace Tex-Mex par exemple) deviennent stratégiques dans la perspective d'une régulation des flux et des ressources des espaces frontaliers en cours de valorisation ou de connexion par la réalisation de grandes infrastructures. Elles sont également un élément de complexité de la gestion environnementale transfrontalière.

Toutefois, les nouveaux groupes sociaux ne se définissent pas seulement en fonction d'identité ethnique : d'autres principes de regroupement sont également mobilisés. Il s'agit d'une part des territoires subnationaux ou transnationaux, dont le rôle dans les dynamiques de la mondialisation a été démontré (Ghorra-Gobin, 2007) : ainsi les grandes métropoles s'affirment comme des espaces pertinents et concurrentiels dans la mondialisation économique. Il en va de même des grandes régions transfrontalières, partagées par l'histoire et qui redécouvrent une identité et un environnement communs (par exemple Sud du Brésil et Mésopotamie argentine autour du Parana [Guibert, Carrizo, Ligrone *et al.*, 2009], ou encore Texas/Mexique).

D'un autre côté, et de façon contradictoire, l'extrême mobilité des populations, la facilité des échanges et les migrations favorisent l'hybridation, la multiplication des affiliations et des identités. Les migrations les plus récentes, en provenance d'Asie, sont à suivre avec attention puisqu'elles ne s'inscrivent pas

nécessairement dans les mécanismes existants d'assimilation. Par rapport au mythe d'identités enracinées dans des espaces et s'excluant réciproquement, les nouveaux discours identitaires combinent à la fois des références territoriales avec les mobilités, et peuvent jouer autant sur les oppositions que sur des affiliations multiples : à cet égard, certains États américains comme le Canada sont particulièrement emblématiques (Ch. Taylor, 1992, 1998), mais les affrontements peuvent également se produire.

De façon plus générale, la diversité interne des territoires nationaux dans des États particulièrement vastes (les Amériques comptent trois des cinq plus grands États du Monde) se lit dans les inégalités territoriales, associés à la façon dont les États se sont constitués, avec la prédominance du modèle impérial de conquête des « frontières » au sens classique de Turner (Turner, 1963). Les collectivités locales étant des espaces de représentation politique et de gestion, les différences internes sont un point crucial du fonctionnement politique et du fonctionnement de systèmes compensatoires fondés sur la redistribution de l'impôt. Or, l'irruption d'acteurs économiques mondialisés fait très rapidement évoluer des inégalités que l'on pensait pérennes et par conséquent la façon dont les systèmes politiques et fiscaux prennent en compte cette diversité.

Objets de recherche proposés :

- Le renouveau des identités indigènes dans les Amériques.
- Les institutions face à la diversité des populations et des territoires
- Frontières et régions frontalières.
- Mémoires et identités.
- La question linguistique.
- Les gouvernements locaux et le rôle du local dans la mondialisation.
- Stratégies migratoires.
- Circulations culturelles
- Régionalisation et mondialisation économique : les reconfigurations en cours à l'heure de l'émergence de la Chine et du Brésil.

Aspects méthodologiques

Le réseau IdA étant pluridisciplinaire, aucune méthode n'est imposée aux différentes composantes. C'est au contraire la confrontation des approches, des concepts et des méthodes – y compris avec les partenaires américains – autour d'objets communs qui est recherchée. En ce sens, l'IdA se positionne comme un **lieu de pratique active de l'interdisciplinarité**, favorisé par les instruments d'intervention proposés (financement de projets et de colloques pluridisciplinaires). Il s'agit là d'un apport essentiel, pour dépasser les limites des systèmes actuels de financement et d'évaluation qui peinent à reconnaître et à valoriser la pluridisciplinarité.

La force des travaux menés à l'IdA repose notamment sur la connaissance fine que les chercheurs impliqués ont des pays où ils travaillent, qui est leur principal atout pour poser des problématiques favorisant la pluridisciplinarité de façon pratique. Elle se décline suivant deux orientations.

La constitution d'observatoires accessibles en ligne sur le site de l'IdA est une partie essentielle de la tâche, afin de mettre à disposition des chercheurs des bases de données comparables sur les différents sujets abordés, qu'il s'agisse des échanges économiques dans les processus d'intégration, ou des institutions américaines, mais aussi des textes d'analyse écrits par les experts du réseau. Par rapport aux données fournies par des organismes généralement nationaux nous proposons de mettre l'expertise de l'IdA au service de la communauté par le choix de thématiques sur lesquelles accumuler et diffuser des données validées, traitées et commentées. Cela amènera à renforcer le rôle central de l'IdA dans les études américaines, en complément avec le renforcement de la bibliothèque des Amériques.

La méthode comparative est un point essentiel, puisqu'il s'agit de gagner en généralité à partir d'approches localisées. Il ne s'agit pas seulement de procéder à des classements, ou à établir des typologies comme cela est devenu courant. Différents sites proposent par exemple des indicateurs comparatifs pour les grandes villes (*Global Cities* de P. Taylor, 2004), les performances environnementales (*Yale Environmental*

Index), la qualité de la gouvernance, etc. Il s'agit au contraire d'utiliser la comparaison pour dépasser les cadres usuels d'analyse et notamment les clivages Nord-Sud ou pays développés/ pays en développement. Suivant en cela les injonctions de M. Détiéne (2009), nous faisons le pari que la comparaison est une stratégie pertinente pour dépasser les limites d'approches de sciences sociales trop exclusivement fondées sur la nation. La démarche comparative (dans l'espace et le temps) conduit à « provincialiser » ou encore à « régionaliser » les héritages propres des chercheurs et des disciplines, pour apporter un nouvel éclairage aux débats sur la scène politique interétatique et mondiale et de les renouveler.

ANNEXE 2. MEMBRES DU GIS INSTITUT DES AMERIQUES

Les 58 membres de l'IdA mai 2014

1. CEMCA
2. CIRAD
3. CNRS
4. EHESS
5. ESCP-Europe
6. ESSEC
7. FMSH - Fondation Maison des Sciences de l'Homme
8. IEP d'Aix-en-Provence
9. IEP de Grenoble
10. IEP de Rennes
11. IEP de Toulouse
12. IFEA
13. IRD
14. REDIAL
15. Sciences Po Paris
16. Sciences Po Lyon
17. Aix Marseille Université
18. Université d'Angers
19. Université des Antilles et de la Guyane
20. Université d'Avignon et des pays de Vaucluse
21. Université de Bourgogne
22. Université Bordeaux 3
23. Université Bretagne Occidentale
24. Université Bretagne Sud
25. Université de Cergy Pontoise
26. Université Clermont-Ferrand 2
27. Université d'Evry- val- d'Essonne
28. Université Grenoble 2
29. Université Jean-Moulin Lyon 3
30. Université Joseph Fourier - Grenoble
31. Université Lille 1
32. Université Lille 3
33. Université de Limoges
34. Université Lyon 2
35. Université du Maine
36. Université Montesquieu Bordeaux IV
37. Université Montpellier 3
38. Université de Nantes
39. Université Nice Sophia Antipolis
40. Université Paris 1
41. Université Paris 3
42. Université Paris 4
43. Université Paris 7
44. Université Paris 8
45. Université Paris 10
46. Université Paris 13
47. Université Paris-Est Créteil
48. Université Paris-Est Marne-la-Vallée
49. Université de Pau
50. Université de Poitiers
51. Université Rennes 1
52. Université Rennes 2
53. Université de La Rochelle
54. Université de Rouen
55. Université Stendhal Grenoble 3
56. Université de Strasbourg
57. Université Toulouse II Le Mirail
58. Université Versailles-St- Quentin-en-Yvelines

Les laboratoires de recherche de l'IdA impliqués dans des activités scientifiques américanistes juillet 2014

I. Pôle ouest

Université Bretagne Occidentale, Brest

CEIMA, Centre d'études interdisciplinaires du monde anglophone, EA 4249
CRBC, Centre de recherches bretonnes et celtiques, FRE 3055
CRPCC, Centre de recherches en psychologie clinique et cognitive, EA 1285
ICI, Information, coordination, Incitation, EA 2652
LABERS (ARS), Laboratoire d'études et de recherche en sociologie (Ex Atelier de Recherche Sociologique), EA 3149

Université de Bretagne Sud, Lorient (UBS)

CERHIO, Centre de Recherches Historiques de l'Ouest - site de Lorient, UMR 6258
HCTI, Héritages et Constructions dans le Texte et l'Image, EA 4249

Université de Limoges

EHIC, Espaces Humains et Interactions Culturelles, EA 1087
FRED, Francophonies, Education et Diversité, EA 6311

Universités du Maine Le Mans/Angers

Laboratoire Langues, Littératures, Linguistiques des Universités du Maine et d'Angers, EA 4335

Université de Nantes

L'AMO, L'Antique, le Moderne, EA 4276
CENS, Centre Nantais de Sociologie, EA-3260
Centre François Viète, Epistémologie, Histoire des Sciences et des Techniques, EA 1161
CESTAN : unité CNRS de l'UMR- 6590 ESO Espace et sociétés
CRHIA, Centre de Recherche en Histoire Internationale et Atlantique, EA 1163
CRINI, Centre de Recherches sur les Identités Nationales et l'Inter-culturalité, EA 1162
DCS, Droit et changement social, UMR 6297
E.M.M., Etat Mécanique et Microstructure de l'Institut de Recherche en Génie Civil (GeM), UMR CNRS 6183
LETG - Géolittomer, un des cinq pôles de l'UMR Littoral, Environnement, Télédétection, Géomatique, UMR 6554 LETG
UPRES, Laboratoire de Psychologie des Pays de la Loire, EA 4638

Université de Poitiers

ITEM, CRLA-ARCHIVOS Institut des textes et manuscrits modernes - Centre de Recherches Latino-Américaines Archivos, UMR 8132
MIMMOC, Mémoires, Identités, Marginalités dans le Monde Occidental Contemporain, EA 3812

Université Rennes 1

CEDRE (IODE), Institut de l'Ouest : droit et Europe, Faculté de droit et de science politique, UMR 6262
CRAPE, Centre de recherche sur l'action politique en Europe, SciencesPo Rennes, Université de Rennes 1, EHESP, UMR CNRS 6051
CreAAH, Centre de recherche en archéologie, archéosciences, histoire, Université Rennes 1, UMR CNRS 6566
Philosophie des normes, Université Rennes 1 - UFR de Philosophie, EA 1270

Université Rennes 2

ACE, Anglophonie : communautés, écritures, Université Rennes 2 - UFR Langues, EA 1796
CELLAM, Centre d'études des langues et littératures anciennes et modernes, Université Rennes 2, EA 3206
CERHIO, Centre de recherches historiques de l'Ouest, Université Rennes 2 - UFR Sciences Sociales, UMR 6258
CIAPHs, Centre interdisciplinaire d'analyse des processus humains et sociaux, Université Rennes 2 - UFR Sciences Sociales, EA 2241
COSTEL, Climat et occupation du sol par télédétection, LETG (Littoral, Environnement, Télédétection, Géomatique) Université Rennes 2 - UFR Sciences Sociales, UMR 6554 CNRS
ESO, Espaces et sociétés, Université Rennes 2 - UFR Sciences Sociales, UMR 6590 CNRS
ERIMIT, Equipe de recherche interlangues : mémoires, identités, territoires, Université Rennes 2 - UFR Langues, EA 4327
PREFlcs, Plurilinguismes, représentations, expressions francophones, information, communication, sociolinguistique, Université Rennes 2 - UFR Arts, Lettres, Communication (ALC), EA 3207
Recherches en Psychopathologie, Rennes 2, EA 4050

Université de La Rochelle

CRHIA, Centre de recherches en histoire internationale et atlantique, EA 1163
L3i, Laboratoire Informatique, Image et Interaction, EA 2118
LIENSS, Littoral Environnement et Sociétés, UMR 7266

Université de Rouen

CEREdI, Centre d'Études et de Recherche Éditer/Interpréter, EA 3229
ERAC, Equipe de Recherche Interdisciplinaire sur les Aires Culturelles, EA 4705

II. Pôle Sud-ouest**IEP de Toulouse**

LaSSP, Laboratoire des Sciences Sociales du Politique, EA 4715
LEREPS, Laboratoire d'Études et de Recherches sur l'Économie, les Politiques et les Systèmes Sociaux, EA 790

Université de Bordeaux (Universités Bordeaux 3 et 4)

ADES, Aménagement, Développement, Environnement et Société, UMR 5185
AMERIBER, Amérique Latine Pays Ibériques, EA 3656
CECIB, Centre d'Études Canadiennes Interuniversitaire de Bordeaux, EA 529
CEMMC, Centre d'Études des Mondes Moderne et Contemporain, EA 2958
CLIMAS, Cultures et littératures des mondes anglophones, EA 4196
SPIRIT, Science Politique, Relations Internationales, Territoire, UMR 5116 (Sciences Po Bordeaux)

Université de Bordeaux (Composante Bordeaux 4)

COMPTRASEC, Centre de droit comparé du travail et de la Sécurité sociale, UMR 5114
CMRP -GRECCAP, Centre Montesquieu de Recherches Politiques- Groupement de recherches comparatives en droit constitutionnel, administratif et politique, EA 4192
CRDEI, Centre de recherche et documentation européennes internationales, EA 4193
GRETHA, Groupe de recherche en économie théorique et appliquée, UMR 5113

Université de Montpellier 3 / CIRAD

ART-Dev, Acteurs, ressources et territoires dans le développement, FRE 3027
CIRAD, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
EMMA, Etudes Montpelliéraines du Monde Anglophone, EA 741
GREDE, Gouvernance, risque, environnement, développement, UMR 220 IRD
IRIEC, Institut de recherches Intersites Etudes Culturelles, EA 740
LLCACs, Langues Littératures Arts et Cultures des Suds, EA 4582

Université de Pau et des Pays de l'Adour

CICADA, Centre Inter-critique des Arts du domaine Anglophone, EA 1922
IE2IA, Institut d'Études Ibériques et Ibéro-Américaines, UMR 6201
IKER, Centre de recherche sur les textes et la langue basque, UMR 5478(Bordeaux 3 et UPPA)
ITEM, Identités, Territoires, Expressions, Mobilités, EA 3002
LLCAA, Langues Littératures et Civilisation de l'Arc Atlantique, EA 4198
SET, Société Environnement Territoire, UMR 5603

Université Toulouse 2

CAS, Cultures Anglo-Saxonnes, EA801
CERTOP, Centre d'Études et de Recherches : Techniques, Organisations, Pouvoirs, UMR 5044
Dynamiques rurales, UMR MA104
FRAMESPA, France Méridionale et Espagne, UMR 5136
GEODE, Géographie de l'Environnement, UMR 5602
IRIEC/CEPIALT, Institut de Recherches Intersites Etudes Culturelles, EA740
LISST, Laboratoire Interdisciplinaire, Solidarités, Sociétés, Territoires, UMR 5193

III. Pôle Sud-est**Université Aix Marseille**

CAER, Centre aixois d'études romanes, EA 854
IDEMEC, Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative, UMR 7307
LAMES, Laboratoire méditerranéen de sociologie, UMR 7305
LERMA, Laboratoire d'études et de recherches sur le monde anglophone, EA 853
LEST, Laboratoire d'économie et de sociologie du travail, UMR 7317
LPED, Laboratoire population environnement développement, UMR 151 IRD
Telemme, Temps espaces et langages europe méridionale, méditerranée, UMR 7303

Université d'Avignon et des pays de Vaucluse

ICTT, Identité culturelle, textes et théâtralité, EA 4277

Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand 2

CELIS, Centre de Recherches sur les littératures et la Sociopoétique, EA 1002

CERHAC, Centre d'études sur les réformes, l'humanisme et l'âge classique, UMR 5037

Communication et Solidarité, EA 4647

LMV, Laboratoire Magmas et volcans, UMR 6524

Université Lyon 2/IEP Lyon

Triangle, UMR 5206

Université Lyon 3

IrPhil, L'Institut de Recherches Philosophiques de Lyon, EA 4187

Université Grenoble Joseph Fourier

SENS, Laboratoire Sport et Environnement Social, EA 3742

Pacte, Politique action publique et territoires, UMR 5294

Université Grenoble 3

CEMRA, Centre d'Etude sur les Modes de la Représentation Anglophone, EA 3016

CRI, Centre de Recherches sur l'Imaginaire, EA 610

ILCEA, Institut des Langues et des Cultures d'Europe et d'Amérique, EA 613

LIDILEM, Laboratoire de linguistique et didactique des langues étrangères et maternelles, EA 609

Université Nice Sophia Antipolis

CEPAM, Cultures et Environnements. Préhistoire, Antiquité, Moyen Âge, UMR 7264

CMMC, Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine, EA 1193

CRHI, Centre de Recherche d'Histoire des Idées, EA 2443

CTEL, Centre Transdisciplinaire d'Épistémologie de la littérature et des Arts Vivants

ERMES, Équipe de Recherche sur les Mutations de l'Europe et de ses Sociétés, EA 1198

GREDEG, Groupe de Recherche en Droit, Economie, Gestion, UMR 7321

I3DL, Interdidactique et didactique des disciplines et des langues, EA 6308

LAPCOS, Laboratoire d'anthropologie et Psychologie cognitive et sociale

LIRCES, Laboratoire Interdisciplinaire Récits Cultures et Sociétés, EA 3159

URMIS, Unité de Recherche Migrations et Société, UMR 205

Sciences Po Grenoble

Pacte, Politiques publiques, action politique, territoires, UMR 5194

IV. Pôle Nord-est

EHESS

Mondes américains, UMR 8168

ESCP Europe

CERALE, Centre d'études et de recherche Amérique latine Europe

IRD

CEPED, Centre population et développement, UMR 196 IRD (Paris 5)

DIAL, Développement, institutions et mondialisation, UMR 225 IRD (Paris Dauphine)

PALOC, Patrimoines locaux et gouvernance, UMR 208 IRD (MNHN)

SEDYL, Structure et dynamique des langues, UMR 135 IRD UMR 8202 CNRS

Sciences Po Paris

CEE, Centre d'études européennes, UMR 8239

CERI, Centre d'études et de recherches internationales, UMR 7050

CEVIPOF, Centre de recherches politiques, UMR 7048

CHSP, Centre d'histoire de Sciences Po, EA 113
CSO, Centre de sociologie des organisations, UMR 7116
Département d'économie, EA 4460
Ecole de droit, EA 4461
OSC, Observatoire sociologique du changement, UMR 7049

Université de Cergy Pontoise

CICC, Civilisations et identités culturelles comparées, EA 2529

Université de Bourgogne

CPTC, Centre Pluridisciplinaire Textes et Cultures, EA 4178
CREDESPO, Centre de Recherches et d'Etudes en Droits et Science Politique, EA 4179
CREDIMI, Centre de recherche sur le droit des marchés et des investissements internationaux, UMR 6295
THEMA, Théoriser et Modéliser pour Aménager- géographie, UMR 6049
TIL - Centre interlangues, texte, image, langage, EA 882

Université Lille 1

Clersé, Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques, UMR 8019
Equippe, Economie quantitative Intégration Politiques publiques Econométrie, EA 4018
LEM, Lille Economie & Management, UMR 8179
STL, Savoirs, Textes et langages, UMR 8163
TVES, Laboratoire Territoires, Villes, Environnement et Société, EA 4477

Université Lille 3

Cecille, Centre d'études en civilisations, langues et lettres étrangères, EA 4074

Université Paris-Est Créteil

IMAGER, Institut des mondes anglophones, germanique et roman, EA 3958

Université Paris Est Marne la Vallée

ACP, Comparative Analysis of Powers, EA 3350
IMAGER, Institute of the Anglophone, Germanic and Romance Worlds, EA 3958
Institut Hannah Arendt - Espaces Ethiques et Politiques (EEP-IHA), EA 4118
LISAA, Le centre de recherche Littératures, Savoirs et Arts, EA 4120

Université Paris 1

DEVSOC, Développement et sociétés, UMR 201 IRD
IMAF, Institut des mondes africains, UMR 243 IRD UMR 8171 CNRS
IRICE, Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe, UMR 8138
PRODIG, Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique, UMR 8586 CNRS UMR 215 IRD (Paris 4)

Université Paris 3 - Sorbonne Nouvelle

CREDA, Centre de Recherche et de Documentation sur les Amériques, UMR 7227
CREW, Center for Research on the English-Speaking World, EA 4399

Université Paris 4

H2A, Histoire et dynamique des espaces anglophones, EA 4086
IRICE, Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe, UMR 8138
PRODIG, Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique, UMR 8586 CNRS UMR 215 IRD (Paris 1)

Université Paris 7

CESSMA, Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques, UMR 245 IRD
LARCA, Laboratoire de recherches sur les cultures anglophones, UMR 8225
URMIS, Unité de recherche Migrations et Sociétés, UMR 8245 CNRS UMR 205 IRD

Université Paris 8

Centre de recherches et d'analyses géopolitiques, EA 353
Centre de recherches historiques, Histoire des Pouvoirs, savoirs et sociétés, EA 1571
LER, Laboratoire d'études romanes

LLCP, Laboratoire d'études et de recherches sur les logiques contemporaines de la philosophie EA 4008
Transferts critiques et dynamiques des savoirs, EA1569

Université Paris 10

CREA, Centre de recherches anglophones, EA370

Université Paris 13

CRIDAF, Centre de recherches interculturelles sur les domaines anglophones et francophones, EA453

Université de Strasbourg

C.H.E.R., Culture et Histoire dans l'Espace Roman, EA4376

SEARCH, Savoirs dans l'espace anglophone : représentations, cultures, histoire, EA 2325

Université Versailles Saint Quentin

CHCSC, Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines, EA 2448

ANNEXE 3. MONTANT DES APPORTS FINANCIERS DES MEMBRES BUDGET 2014 DU GIS

1. CNRS : 10 000 euros

Les membres de l'IdA non cotisants

2. CEMCA
3. IFEA
4. REDIAL

Les membres de l'IdA cotisants à hauteur de 2000 euros

5. CIRAD
6. EHESS
7. ESCP-Europe
8. ESSEC
9. FMSH - Fondation Maison des Sciences de l'Homme
10. IEP d'Aix-en-Provence
11. IEP de Grenoble
12. IEP de Rennes
13. IEP de Toulouse
14. IRD
15. Sciences Po Paris
16. Sciences Po Lyon
17. Aix Marseille Université
18. Université d'Angers
19. Université des Antilles et de la Guyane
20. Université d'Avignon et des pays de Vaucluse
21. Université de Bourgogne
22. Université Bordeaux 3
23. Université Bretagne Occidentale
24. Université Bretagne Sud
25. Université de Cergy Pontoise
26. Université Clermont-Ferrand 2
27. Université d'Evry-val-d'Essonne
28. Université Grenoble 2
29. Université Jean-Moulin Lyon 3
30. Université Joseph Fourier - Grenoble
31. Université Lille 1
32. Université Lille 3
33. Université de Limoges
34. Université Lyon 2
35. Université du Maine
36. Université Montesquieu Bordeaux IV
37. Université Montpellier 3
38. Université de Nantes
39. Université Nice Sophia Antipolis
40. Université Paris 1
41. Université Paris 3
42. Université Paris 4
43. Université Paris 7
44. Université Paris 8
45. Université Paris 10
46. Université Paris 13
47. Université Paris-Est Créteil
48. Université Paris-Est Marne-la-Vallée
49. Université de Pau
50. Université de Poitiers
51. Université Rennes 2
52. Université Rennes 1
53. Université de La Rochelle
54. Université de Rouen
55. Université de Strasbourg
56. Université Stendhal Grenoble 3
57. Université Toulouse II Le Mirail
58. Université Versailles-St- Quentin-en-Yvelines



**Avenant à la
convention de renouvellement du GIS Institut des Amériques**

ENTRE

L'Université de la Sorbonne Nouvelle, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 17 rue de la Sorbonne, 75230 PARIS cedex 05, représentée par son Administrateur provisoire, Monsieur Carle BONAFIOUS-MURAT,

ci-après désignée l'« Université Paris III »,

ET

XXX (*dénomination sociale*), (*statut*), dont le siège est situé XXX (*adresse du siège social*), représentée par XXX (*prénom et nom du représentant habilité*),

ci-après désignée « XXX »,

ci-après désignés la « Partie », individuellement, ou les « Parties », conjointement,

Vu la convention de renouvellement du GIS Institut des Amériques conclue le XX/XX/XX, ci-après désignée la « Convention », et, notamment, les dispositions de son article 2.2, en vertu desquelles les Membres donnent mandat à l'Université Paris III aux fins de conclure tout avenant à la Convention valant adhésion d'un nouveau Membre au GIS;

Vu le procès-verbal du Conseil du Groupement tenu le XX/XX/XX, approuvant à l'unanimité l'adhésion au GIS de XXX ;

Les Parties conviennent de ce qui suit :

Article I - Objet

Le présent avenant vise à formaliser l'adhésion de XXX au GIS Institut des Amériques.

XXX déclare expressément adhérer aux dispositions de la Convention.

Article II – Prise d'effet

Le présent avenant prend effet à compter de la date de sa signature par les Parties.

Article III – Divers

Les dispositions de la Convention non modifiées par le présent avenant demeurent applicables et de plein effet.

Fait à Paris, le

Pour l'Université Sorbonne-Nouvelle, en trois (3) exemplaires originaux :

Monsieur Carle BONAFIOUS-MURAT,
Administrateur provisoire,

Fait à _____, le

Pour **XXX**, en trois (3) exemplaires originaux :

Monsieur/Madame **XXX**,
XXX (fonctions)